



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 645

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Fruteau, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Claude Fruteau. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

La situation économique et sociale de notre pays n'a jamais connu une aussi forte dégradation. Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, le taux de salaire horaire ouvrier évolue moins vite que les prix. Le SMIC ne sera revalorisé que de huit malheureux centimes d'euros.

M. Lucien Degauchy. Et vous, qu'avez-vous fait pour le SMIC ?

M. Jean-Claude Fruteau. Quant aux fonctionnaires, malgré l'écran de fumée que constitue l'annonce d'une politique salariale globale, ils subiront en 2008 - c'est l'INSEE qui le dit - une baisse de leur salaire réel.

M. Patrick Roy. Sans parler des retraites !

M. Jean-Claude Fruteau. La bataille du pouvoir d'achat, dont le Gouvernement ne cesse de parler de manière incantatoire, est donc bien loin d'être gagnée. L'inflation s'est remise à galoper ; elle s'élève désormais à 3,3 % et pèse de plus en plus sur le budget des plus modestes. Et les remboursements médicaux, dont Mme Bachelot vient d'essayer en vain de nous convaincre qu'ils n'étaient pas dans les cartons, ne vont rien arranger !

M. Christian Paul. Elles les approuve !

M. Jean-Claude Fruteau. Ce qui est difficile à vivre en métropole l'est encore plus dans les départements d'outre-mer, où les salaires sont en général plus bas et le coût de la vie plus élevé. Samedi dernier à La Réunion, invité par l'association *Momon Papa lé la* dans un gymnase rebaptisé pour l'occasion " le resto des mangeurs de miettes ", j'ai vu en l'espace de quelques heures 1 500 personnes défiler pour recevoir un colis alimentaire de première nécessité. À ma grande surprise, une partie d'entre elles étaient des travailleurs qui n'arrivent plus à boucler les fins de mois avec leur salaire et qui comptent sur ces colis pour nourrir leurs familles.

M. Patrick Roy. C'est la Bérézina !

M. Jean-Claude Fruteau. Monsieur le Premier ministre, il vous faudra bien plus qu'une campagne de communication pour rendre le quotidien des Français plus facile ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. Votre temps de parole est épuisé.

M. Jean-Claude Fruteau. Vous le dites vous-même, ils sont impatients ; eh bien, nous aussi ! Permettez-moi donc de réitérer la question que nous vous posons depuis plus d'un an : que comptez-vous faire pour répondre à l'impatience légitime des Français et restaurer le pouvoir d'achat des personnes les plus modestes ? (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, pour communiquer, encore faut-il avoir quelque chose à dire. (*Mmes et MM. les députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine se*

lèvent et applaudissent en riant.)

M. le président. Je vous en prie, un peu de calme. Asseyez-vous !

M. Michel Sapin. Chatel la gaffe !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Je comprends l'embarras du parti socialiste sur ce point.

Vous nous interrogez sur le pouvoir d'achat. En la matière, le Gouvernement a apporté des réponses précises. D'abord, sur les salaires, le dispositif des heures supplémentaires a permis d'injecter dans l'économie 5 milliards d'euros. Contrairement à ce que vous affirmez, les chiffres de la consommation, de plus 2 % ce mois-ci, indiquent que la consommation des ménages se tient en dépit d'un environnement économique international difficile.

Je ne peux pas vous laisser dire que le Gouvernement ne fait rien sur le SMIC. (*" Si ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Je vous rappelle qu'une première revalorisation de 2,3 % est intervenue en avril dernier et qu'une autre de 0,9 % a été décidée pour le mois de juillet prochain, de façon que l'augmentation du SMIC suive exactement celle des prix.

M. Patrick Roy. Null

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Nous avons également décidé d'activer le dispositif sur l'intéressement et la participation, dont trop de Français sont écartés aujourd'hui.

Le Gouvernement a donc engagé des réformes importantes en matière de pouvoir d'achat.

M. Maxime Gremetz. Vous parlez pour ne rien dire !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Vous semblez vous indigner d'une campagne de communication du Gouvernement.

M. Christian Paul. Elle est très chère !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Elle n'est rien à côté des trente millions de francs qu'avait coûtés celle engagée en 1998 par votre nouvelle icône, Mme Martine Aubry, et qui avait pour slogan : " Les 35 heures, du temps pour soi, une chance pour l'emploi " ! (*Mmes et MM. les députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche se lèvent et applaudissent.*) Force est de constater que vous manquez d'idées mais pas d'air ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - " Une autre, une autre ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. Nous ne sommes pas au spectacle ! Vous ne défendez pas les intérêts de notre institution en vous comportant ainsi, mes chers collègues.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Fruteau](#)

Circonscription : Réunion (5^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 645

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 juin 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 juin 2008